

Introduction à la journée d'étude sur la microélectronique

La crise Covid a mis en lumière ce que la CGT pointe depuis longtemps, à savoir l'affaiblissement industriel français et européen. L'électronique et la micro-électronique en sont des exemples frappants.

Taiwan et la Corée du Sud à eux deux représentent près de 43% des capacités de production mondiales (données 2019, IC Insight). La capacité de production des États-Unis ne représente ainsi que 12,8%. Pire, la capacité de production des européens est inférieure à 6% de la capacité de production mondiale.

C'est « grâce » en quelque sorte à cette crise que le débat a repris et que la question de la dépendance de l'Europe vis à vis de l'Asie et des USA a refait surface, notamment sous la forme des propos du commissaire européen Breton sur la création d'une usine de pointe de semi-conducteurs en Europe et avec l'annonce en décembre dernier d'une alliance européenne pour la microélectronique groupant 18 pays. Depuis les articles se multiplient. Pour l'instant nous en sommes aux articles... reste à passer aux actes !!

Tout ceci soulève de nombreuses questions ; en voici quelques-unes :

- Est- ce une priorité industrielle pour l'Europe et/ou la France sachant que nous sommes en retard dans tant de domaines ?
- Est- ce encore possible ? les sommes nécessaires – des dizaines de milliards - paraissent énormes, mais le sont- elles vraiment au regard de la richesse de l'Europe et de la France ? la France dont le PIB est de 2 400 Milliards € ?
- Le terme industrie « stratégique » est quelque peu guerrier mais plus simplement peut-on se passer d'une industrie à la base de toutes les autres dans le monde actuel ? n'est-il pas risqué à tous points de vue d'avoir une telle concentration de la production mondiale, un tel déséquilibre ?
- Quel rapport entre la micro-électronique et l'électronique en aval ? comment l'Europe qui n'arrive pas à prendre une position commune sur un vaccin et qui gère la crise sanitaire pays par pays peut-elle arriver à relancer notre industrie ?
- Comment faire le lien entre cet éventuel plan européen et l'avenir des implantations existantes en Europe, notamment en Italie, et en France. Et pour la France, dans toutes les régions et pas seulement en Isère ? Pas seulement ST mais toutes les entreprises.
- Comment prendre en compte les impératifs écologiques ? ...

Quelques mots sur la longue histoire dans laquelle prend place notre journée.

En 2013, la CGT ST et SOITEC avec la Fédération de la Métallurgie et la présence de la CGIL italienne tenaient un débat à la Maison du Tourisme de Grenoble sur le thème « Quel avenir pour la micro-électronique en Europe ? »... Et ce n'était pas le premier ! En 1986 déjà les salarié.e.s arpentaient les rues de Grenoble aux cris de « Les puces Thomson, Laissez les vivre ! », « Pas de licenciements dans l'électronique ! »

Innombrables ont été les communiqués de notre syndicat, de la Fédération, même de la Confédération, sur la nécessité de maintenir, développer notre industrie. Presque aussi nombreux que ceux sur les bas salaires ! Et de nombreuses fois en Isère et en France les salariés sont descendus dans la rue autour de ces questions industrielles et d'emplois, la CGT étant motrice de ces actions. Il y a eu aussi tout un travail du collectif grenoblois « COLLRIF » qui faisait le lien entre divers acteurs (Université, entreprises, labos etc.) et diverses problématiques : industrie, santé, transport etc.

Cette histoire longue² qui avait commencé pour l'Isère en 1955 à Saint- Egrève est retracée dans un livre « **50 ans de mémoire** » publié en 2007 par les Comités d'Etablissement de ST Crolles et de Grenoble. Entre parenthèse, ceci montre que des CSE ou CE peuvent aussi contribuer à l'histoire sociale et culturelle, et pas seulement pallier aux salaires insuffisants !

Les années 80 (il y a 40 ans) avaient été tumultueuses et parsemées de suppressions d'emplois. Ces années ont aussi conduit au regroupement des sites de Grenoble, Rousset, Tours dans la même entreprise. De cette époque date aussi les liens avec le CEA, qui conduira ensuite par exemple à la création de Soitec. La dimension européenne apparaît en 87 avec la création de SGS Thomson entre l'Italie et la France qui deviendra ST en 1998. Entre temps Crolles aura été créé avec une lutte importante des salariés de la vieille Fab 4 pouces de Grenoble pour aller à Crolles, CDD y compris !

Qui se souvient qu'en 2005, 2006, 2007, ST était le 5ème fabricant mondial de puces ! Il y a 14 ans...

Mais 2007 c'est aussi le début d'une longue dégringolade, dont l'alerte avait été donnée par la fermeture du site historique de Rennes en 2004 marqué par la plus grande lutte qu'ait connu notre entreprise. Car c'est l'année de l'arrêt de « L'Alliance » ST-Freescale-NXP, créée en 2002 à Crolles, alliance qui permettait à l'Europe d'être dans la course technologique. La CGT avait alors tiré la sonnette d'alarme. En vain.

En 2013 c'est la fin de ST Ericsson, l'alliance entre deux groupes européens ST et Ericsson conclue en 2008. Une autre catastrophe car signant le début de l'abandon des circuits technologiques les plus avancés, dans la téléphonie et marquée par la fermeture du site de Caen, avec là aussi une lutte exemplaire d'un site purement R&D.

Cet arrêt a été suivi de près, en 2016 par la suppression de ce qui restait du secteur numérique avancé de ST, les décodeurs. Le Ministre de l'Economie de l'époque s'appelait Emmanuel Macron; malgré quelques vellétés d'opposition il avait avalisé ce choix.

Au total ces deux arrêts ont coûté des milliers d'emplois. Dans la foulée, la R&D avancée en technologie a été abandonnée au profit de process dérivés, les liens avec le CEA et SOITEC très affaiblis. Heureusement l'entreprise a tenu grâce à la protection que lui confère le contrôle commun des Etats Italiens et Français.

ST s'est recentrée sur des domaines moins gourmands en technologie de pointe et en investissements. Elle a retrouvé une place importante dans certains secteurs (microcontrôleurs, MEMS, imageurs etc.), une rentabilité financière ; elle a flambé en Bourse, changé de PDG, mais « au passage », l'ambition d'une Europe des semi-conducteurs a capoté. D'autant que des choix similaires étaient faits en Allemagne. Heureusement que SOITEC avait pu se rendre autonome en grande partie de ST pour assurer son développement !

Le redressement nécessaire aujourd'hui nécessite beaucoup plus de moyens que si la CGT (et quelques autres forces) avait été écoutée à ces diverses étapes. Car le gouffre technologique s'est creusé. Des moyens et de la volonté politique, sachant que les entreprises qui subsistent (comme ST en France) sont plus préoccupées de recueillir des subventions pour leurs propres besoins (et les dividendes de leurs actionnaires et la rémunération de leur staff !) que de l'indépendance de l'Europe. Le PDG de ST s'est d'ailleurs exprimé négativement vis-à-vis du projet de fonderie défendu par M. Breton.

C'est des moyens de ce redressement, du lien nécessaire avec les implantations existantes dans tous les territoires et avec l'industrie électronique en aval que nous proposons de discuter aujourd'hui
